

CATALOGUE

DES NUMEROS DE LA REVUE CONGOLAISE DE DROIT ET DES AFFAIRES

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°1 (Oct.-déc. 2009)

Editorial : Droit et Bonne Gouvernance, par Inès Féviliyé

Congo-Brazzaville :

Article : Les innovations de la loi de finances 2009, par le Département juridique et fiscal de Ernst&Young (FFA Congo)

Note de jurisprudence :

Succession : Jugement du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville du 28 octobre 2008, par Inès Féviliyé, Docteur en droit

Commentaire de textes: régime foncier : Les lois n° 24-2008 et 25-2008 du 22 septembre 2008 portant régime foncier en milieu urbain et régime agro-foncier, par Inès Féviliyé

Espace OHADA :

Article : La Cohabitation des Hautes Juridictions communautaires en Afrique francophone, par Mainassara Maidagi, Juge à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'OHADA

Note de jurisprudence : Le dessaisissement d'une Cour Suprême au profit de la CCJA de l'OHADA : arrêt du 1^{er} février 2007 de la CCJA, par Inès Féviliyé

Commentaire de texte : La révision du Traité de l'OHADA, par Inès Féviliyé

International : Le rapport Doing Business de la Banque Mondiale sur l'environnement des affaires, « Réformer en période difficile », par Inès Féviliyé

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°2 (Janv.-févr.-mars 2010)

Editorial : Droit et Bonne Gouvernance (Suite), par Inès Féviliyé

Congo-Brazzaville

La nouvelle loi anti-corruption, par Roland Bembelly, Docteur en droit, Avocat au Barreau de Pointe-Noire

Le nouveau code des marchés publics du Congo, par Inès Féviliyé, Docteur en droit, Consultante, Juriste d'entreprise, Directrice de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires

Jurisprudence : Cour d'appel de Brazzaville, arrêt n°083 du 15 juillet 2009, affaire B. Catherine C/ les enfants N. Clément, par Inès Féviliyé

Espace OHADA

Événement : L'adhésion de la République Démocratique du Congo (RDC) à l'OHADA :

- Pourquoi la RDC devait adhérer à l'OHADA ?, par Ghislain Bamuangayi, Avocat au Barreau de Kinshasa (RDC)
- Le processus d'adhésion de la RDC à l'OHADA, par Louis-Daniel Muka Tshibende, Docteur en droit privé, Diplômé en droit des affaires, Chercheur au CDE d'Aix-Marseille III, Chargé de cours à l'Université Protestante de Kinshasa (RDC)

Institutions :

- Le 1^{er} Sommet des Chefs d'Etat de l'OHADA le 20 décembre 2009, par Flora Dalmeida Mele, Juge à la Cour Suprême du Congo, Présidente de la Commission Nationale OHADA du Congo
- Le compte-rendu du Conseil des ministres de l'OHADA des 17 et 18 décembre 2009 et du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 20 décembre 2009 (Source UNIDA/Ohada.com)

Jurisprudence OHADA : CCJA, arrêt n°058/2008 du 11 décembre 2008, affaire SIACIC-Liquidation CIM-Congo-Compagnie Congolaise des Ciments C/ Société CIM-Congo SA, par Inès Féviliyé

Revue Congolaise de droit et des affaires, édition spéciale n°1 : Le nouveau droit des marchés publics (Mars 2010)

Première Partie : Le nouveau droit des marchés publics au Congo

1. Les principaux acteurs du système des marchés publics
2. La nouvelle chaîne de passation des marchés publics
3. L'exécution des marchés publics
4. Le contentieux des marchés publics
5. Les sanctions de la violation des dispositions de Code des marchés publics

Deuxième Partie : Les textes

1. Le décret n°2009-156 du 20 mai 2009 portant Code des marchés publics
2. Le décret n° 2009-160 du 20 mai 2009 fixant les modalités d'approbation des marchés publics
3. Le décret n°2009-162 du 20 mai 2009 fixant les seuils de passation, de contrôle et d'approbation des marchés publics.

Revue Congolaise de droit et des affaires, édition spéciale n°2, Spécial OHADA/Adhésion de la République démocratique du Congo (Mars 2010)

Editorial : La force du droit

I - L'OHADA, un droit au service de l'économie, par Inès Féviliyé, Docteur en droit, Consultante, Directrice de la Revue

II - Pourquoi la RDC devait adhérer à l'OHADA ? Par Ghislain Bamuangayi, Avocat au Barreau de Kinshasa (RDC)

III – Le processus d'adhésion de la RDC à l'OHADA , par Louis-Daniel Muka Tshibende, Docteur en droit privé, Diplômé en droit des affaires, Chargé de cours à l'Université Protestante de Kinshasa (RDC)

IV - Le Traité révisé de l'OHADA (texte intégral).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°3 (Sept. 2010)

Editorial

ARTICLES : La loi de finances pour 2010, par FFA Juridique et Fiscal (Cabinet Ernst&Young), Brazzaville

Le pré-mariage : un O.J.N.I. (Objet Juridique Non Identifié) ? Réflexions à propos d'une notion ambiguë, par Dieudonné NKOUNKOU, Docteur en Droit, Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier
JURISPRUDENCE

Bail commercial : Jugement du Tribunal de Commerce de Brazzaville du 24 avril 2009, note par Inès Féviliyé, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Directrice de la *Revue*

ACTUALITE OHADA

Mise en place de la Commission Nationale OHADA de la République Démocratique du Congo, le 23 mars 2010

Compte-rendu du Colloque de Louvain-La Neuve du 11 mars 2010, « OHADA, de sa création à l'adhésion de la République Démocratique du Congo

Compte-rendu de la réunion plénière des Commissions Nationales OHADA du 12 au 20 mai 2010, à Dakar, au Sénégal.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°4 (Oct.-nov.-déc. 2010)

Editorial : Commémoration et Réformes

ARTICLES

1. 50 ans d'indépendance juridique de la République du Congo, par Inès Féviliyé, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Directrice de la *Revue*
2. La notion de siège social en droit OHADA: brève analyse comparative de la jurisprudence de la CCJA (Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA) et de la CJCE (Cour de Justice des Communautés Européennes), par Armand Charlebois Mankou-Nguila, Docteur en droit, Université de Toulouse 1, Elève-avocat, CRFPA Montpellier, Stagiaire CANTIER & ASSOCIES

3. Dossier ATE (Autorisation Temporaire d'Exercice) des activités commerciales au Congo (Brazzaville)
 - 1) Présentation, par Inès Féviliyé
 - 2) Le régime juridique et fiscal des sous-traitants pétroliers, par FFA Juridique et Fiscal (Cabinet Ernst&Young-Congo Brazzaville)
 - 3) Le protocole d'accord du 10 juillet 2010
 - 4) Le clair-obscur des conditions d'exercice du commerce au Congo (Brazzaville) à l'épreuve de la réglementation de l'OHADA, par Inès Féviliyé
 4. Droit français : La rétroactivité « in mitius » en matière douanière, par Jean Pannier, Docteur en droit, Avocat à la Cour de Paris

JURISPRUDENCE : Commentaires de l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 9 novembre 2010, « *Transparency International c/ Ministère Public* »

Chronique OHADA : Entreprises et Affaires : « Entreprendre avec l'OHADA », par Carmen Féviliyé (Dépêches de Brazzaville)

Actualité OHADA : Compte-rendu de la Réunion plénière des Commissions Nationales OHADA (CNO) sur l'examen de l'avant-projet d'Acte uniforme sur le droit du travail, Lomé, du 27 septembre au 02 octobre 2010 (UNIDA/Ohada.com)

International : Le rapport *Doing Business 2011* : Le classement du Congo-Brazzaville et la percée de la République Démocratique du Congo dans le classement, par Inès Féviliyé.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°5 (Janv.-fév.-mars 2011)

Editorial : La politique et le droit

ARTICLES

- Le contentieux électoral en Afrique, par Inès FEVILIYE, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Directrice de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires
- L'apport des Républiques du Congo à la jurisprudence française sur l'arbitrage et le droit international privé, par Romain DUPEYRE, Avocat aux barreaux de Paris et New York, Cabinet Bouckaert Ormen Passemard Sportes (BOPS), Paris
- La subjectivation du devoir de mise en garde du banquier, par Komlan ALEMAWO, Docteur en droit, Ancien Assistant délégué, Enseignant-chercheur, Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Université de Kara, Togo

Jurisprudence

- Commentaire de l'arrêt de la Cour Suprême du Congo n°24/GCS-2003 du 23 octobre 2003, par Dieudonné Nkounkou, Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Montpellier

Chronique OHADA

- Entreprises et Affaires : « Entreprendre avec l'OHADA », par Carmen FEVILIYE, Juriste, Dépêches de Brazzaville, Paris

Actualité OHADA

- Compte-rendu du Conseil des Ministres de l'OHADA des 13, 14 et 15 décembre 2010 à Lomé (Togo) (UNIDA-Source Ohada.com).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°6 (Mai-juin-juillet 2011)

Editorial : Les avancées du droit des affaires en Afrique, par Inès FÉVILIYÉ, Docteur en droit, Directrice de la Revue

Articles

- I. Présentation de la loi de finances 2011 du Congo-Brazzaville), par **FFA Juridique et Fiscal (Cabinet Ernst&Young)**
- II. De l'attractivité économique du droit des sûretés réelles OHADA, par **Dalé Hélène LABITEY, Enseignant Chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal)**

Chronique OHADA

Entreprises et Affaires : « Entreprendre avec l'OHADA », par **Carmen FÉVILYÉ, Juriste, Chronique parue dans les Dépêches de Brazzaville**

I. Les formes juridiques de société

III. Les formalités de constitution d'une société et le statut de groupement d'intérêt économique

IV. Les sociétés de fait et les aides au financement

IV. Le bail commercial

V. Les garanties de financement, avec **Guy-Auguste LIKILLIMBA, Avocat au Barreau de Paris, Maître de Conférences à l'Université de Rennes 1**

VI. Le contrat de vente commerciale

VII. Le fonds de commerce

VIII. N'est pas commerçant qui veut !

IX. Le transport routier de marchandises doit faire l'objet d'un contrat

X. La rémunération des dirigeants d'entreprises, avec **Crespin SIMEDO, Directeur juridique et fiscal Associé du Cabinet Ernst & Young de Brazzaville.**

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°7 (Janv.-févr.-mars 2012)

Editorial : Entrepreneurs ! Par Inès FEVILYÉ, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Consultante, Directrice de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires

Articles

I. Investissements étrangers dans les infrastructures publiques et le secteur minier : Relever le défi dans les pays africains de droit civil - les clés de la réussite, par Marc FRILET, Avocat au Barreau de Paris

II. La société en nom collectif ou l'intuitus personae et la solidarité en forme de société commerciale : droit OHADA, droit français, par NEVRY Roger, Enseignant-chercheur à la faculté de droit de l'Université de Cocody, Abidjan (République de Côte d'Ivoire)

III. La condition du nu-propriétaire de droits sociaux, par Komlan ALEMAWO, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Kara (Togo)

IV. La facilité à faire des affaires au Congo – Analyse du rapport *Doing 2012 de la Banque mondiale*, par Inès FEVILYÉ, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Consultante, Directrice de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires) et Roland BEMBELLY, Docteur en droit, Avocat au Barreau de Pointe-Noire (Congo)

LEGISLATION ET REGLEMENTATION : Commentaire du décret n°2011-548 du 17 août 2011 fixant les modalités de contrôle de la gestion foncière.

Annexes :

Décret n°2011-548 du 17 août 2011 fixant les modalités de contrôle de la gestion foncière

Loi n°17-2000 du 30 décembre 2000 portant régime de la propriété foncière

Information OHADA : Renouvellement de la Commission nationale OHADA du Congo

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°8 (Avril-mai-juin 2012)

Editorial : Quand le fisc fait du *local content*, par Inès FEVILYÉ, Docteur en droit, Juriste d'entreprise, Directrice de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires

Articles

Création du Centre de Médiation et d'Arbitrage du Congo (CEMACO), par Inès FEVILYÉ

De la SARL en droits français et OHADA, par Guillaume JEANSON, Avocat au Barreau de Paris

La résolution de plein droit des contrats en droit OHADA des procédures collectives, par Aziber Seid ALGADI, Docteur en droit privé et Laurence ELKOUBI, Master en droit des affaires

Réglementation

Décret n°2011-258 du 25 mars 2011 portant création, attributions et organisation du Haut Conseil du dialogue public-privé au Congo, commenté par Inès FEVILYÉ

Instruction explicative du 3 janvier 2012 sur les innovations de la loi de finances 2012 du Congo-Brazzaville (extraits)

Jurisprudence

Arbitrage : Arrêt de la Cour d'appel de Reims du 2 novembre 2011, *Arrêt Tecnimont*, commenté par Inès FEVILIYE

Recouvrement de créances : Arrêt BERREBI c/ Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) du 12 janvier 2012

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°9 (Juil.-août-sept. 2012)

Editorial : Droit et organisation

Articles

- I. La jurisprudence, source du droit OHADA, par Jean GATSI, Agrégé des facultés de droit, Université de Douala (Cameroun)
- II. Regards critiques sur le contrôle des normes conventionnelles des droits de l'homme dans les Etats africains francophones, par Martial JEUGUE DOUNGUE, Chercheur en Droits de l'homme et humanitaire, Université de Nantes/Université Catholique d'Afrique centrale, Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation du Cameroun (MINRESI)

Réglementation : Congo-Brazzaville : Décret n°2010-792 du 31 décembre 2010 relatif à l'administration du quartier et village

Jurisprudence : Congo-Brazzaville : Arrêt de la Chambre commerciale de la Cour Suprême du 12 juin 2009 (Arrêt n° 02/GCS-2009) : Compétence des juridictions – Compétences rationae loci et compétence rationae materiae du Tribunal de commerce de Brazzaville.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°10 (oct.-nov.-déc. 2012)

Editorial : Le train des réformes, par Inès Féviliyé

Articles

Le rapport Doing Business 2013 sur la facilité à faire des affaires dans le monde et dans l'espace OHADA, par Inès Féviliyé

Les enjeux de l'extension des actes uniformes OHADA aux entreprises informelles, par Euloge Mesmin KOUMBA

L'indépendance des juridictions financières : l'exemple des pays membres de l'UEMOA, par GBEOU-KPAYILE Nadjombé

La protection de la femme mariée en maternité en Afrique noire francophone, par François NDJAMONO ONGUILA

Réglementation

Les principales innovations de la loi de finances 2013 du Congo-Brazzaville

Actualité OHADA

L'adhésion de la République démocratique du Congo à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA)

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°11 (Janv.-Fév.-Mars 2013)

SOMMAIRE

Editorial : A la recherche de l'efficacité du droit, par Inès FEVILIYE

Articles

I. Les organisations d'intégration juridico-économiques sont-elles réellement des instruments d'industrialisation et d'émergence pour l'économie africaine ? Par Guy-Auguste LIKILLIMBA

II. L'indépendance de la Cour Commune de justice et d'arbitrage : le nécessaire affermissement, par Ibrahim NDAM

III. Le maintien de l'ordre public dans les investissements de l'entreprise en République Démocratique du Congo (RDC), par Rodrigue NTUNGU

IV. L'exigence du certificat médical pré-nuptial en droit gabonais : à propos de la loi n°9/2010 complétant certaines dispositions de la loi n°15/72 du 29 juillet 1972 portant adoption de la première partie du code civil, par Francis NKEA

Jurisprudence

Arrêt de la Cour Suprême du Congo-Brazzaville (1ère Chambre civile, 1er avril 2010, arrêt n°001/GCS-2010) : Coutume-Coutume des parties-Coutume applicable au litige-Recherche-Absence de recherche Manque de base légale-Cassation

Actualité

Atelier Doing Business du 29 janvier 2013 sur l'amélioration de l'environnement des Affaires au Congo-Brazzaville Programme du Colloque de la Revue Congolaise de Droit et des Affaires, du 10 au 12 juillet 2013

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°12 (Avril-Mai-Juin 2013)

Sommaire

Editorial : Le respect des lois, par Inès FEVILIYE

Articles

De la véritable spécificité de la fiscalité pétrolière par Stéphane ESSAGA

L'avenir du transport multimodal des marchandises en zone CEMAC : approche juridique, par Dr Eulalie MAZIGUI NGOUE

Libre propos sur la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique centrale : COSUMAF, par Euloge Mesmin KOUMBA

Jurisprudence

Arrêt de la Deuxième Chambre civile de la Cour Suprême du Congo (N° 31/GCS-2009 du 22 mai 2009) Titre foncier –Opposabilité du titre foncier- Ordonnance d'immatriculation-Effectivité du titre foncier-Irrecevabilité du pourvoi (Oui)-Examen de la régularité des conditions de délivrance du titre foncier

Réglementation

Décret n°2011-489 du 29 juillet 2011 portant réglementation de l'importation et la réception technique des véhicules automobiles d'occasion, en République du Congo

Décret n°2011-490 du 29 juillet 2011 réglementant la profession de chauffeur de véhicules de transport public de personnes.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°13 (juillet-août-septembre 2013) -Spécial Colloque du 10 au 12 juillet 2013

Présentation du Colloque et de la Revue, par Inès FEVILIYE, Directrice de la Revue et du Colloque

Communications¹

- **Conférence inaugurale**: « La légistique ou l'art d'élaborer la norme juridique », par M. Guy Auguste LIKILLIMBA, Maître de conférences HDR (Habilitation à Diriger des Recherches) en droit, à l'Université de Rennes 1, Avocat au Barreau de Paris (France)

- **Atelier 1 : La pratique des affaires au Congo - les secteurs porteurs**

Les affaires maritimes :

Présentation du Code de la marine marchande en zone CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale), par son Excellence Monsieur Parfait Aimé COUSSOUD MAVOUNGOU, Ministre Délégué à la Marine marchande

L'économie forestière :

La Congolaise Industrielle du Bois (CIB) dans la transformation du bois, par M. Gérard Patrick MPOUSSA TOURE, Chef de service commercial, Ventes nationales à la CIB

¹ Certaines communications n'ont pas pu être reproduites dans les Actes du Colloque.

Les télécommunications :

- Le contexte juridique et institutionnel, par M. Guy Roland NTSIMBA, Directeur des Nouvelles technologies au ministère des postes, télécommunications et des nouvelles technologies de l'information et de la communication Les opportunités du secteur, par M. Luc MISSIDIMBAZI, Chef du projet Central African Backbone (CAB). **Atelier 2: les innovations de la loi de finances 2013**

Les conséquences pratiques pour les entreprises, par Marc BOUOYI et Pierre-Alix TCHIONGO, du Cabinet Ernst&Young (FFA Juridique et Fiscal)

Atelier 3 : L'application du droit de l'Organisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) au Congo

Nécessité et urgence de la mise en conformité du droit congolais avec le droit de l'OHADA, par M. Armand Claude DEMBA, Président de la Commission Nationale OHADA

Atelier 4 : La réforme foncière au Congo

Le droit des parcelles de terrain, par M. Auguste ILOKI, auteur des ouvrages sur le droit des parcelles de terrain au Congo, Président de la Cour Constitutionnelle du Congo, Communication faite par M. Aristide ELENGA, son Directeur de Cabinet, juge au Tribunal de grande instance de Brazzaville

Atelier 5 : la réforme de l'Etat et la bonne gouvernance

- La décentralisation au Congo, par M. Paul-Nicolas Gomes OLAMBA, Maître Assistant à la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi, Conseiller technique du Chef de l'Etat
- Le dispositif légal et réglementaire de lutte contre la corruption, M. Noel NDEMBE, Chef du Département juridique et administratif à la Commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude

Atelier 6 : Les droits humains

- La loi du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant, par M. Raphael EKOLOBONGO AKOLI, Directeur des programmes de solidarité au ministère des affaires sociales
- La parité Hommes/Femmes, instrument de promotion des droits humains, par Mme Virginie N'DESSABEKA, Conseillère administrative et juridique, au ministère de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement
- Le droit des personnes et de la famille dans le courant des mutations sociales au Congo, par M. Hygin Didace AMBOULOU, Maître Assistant à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). **Conclusions.**

Recommandations.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (Oct.-Nov.-Déc. 2013) Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013

SOMMAIRE

ARRET N°019 DU 04 FEVRIER 2010- Saisie conservatoire- Société de fait-Application de l'article 54 de l'Acte Uniforme OHADA sur les procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution ; des articles 864, 865, 867, 115 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ; des articles 207, 214 et 215 du code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière

ARRÊT N°08 DU 18 MARS 2010 –Saisie conservatoire-Séquestre-Mandat. Application de l'article 103 de l'Acte Uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement des créances et de voies d'exécution ; des 1961 et suivants du Code civil ; 207, 213, 214 et 215, 57 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière

ARRET N°035 DU 17 JUIN 2010 –Défense à exécution provisoire – Syndic de liquidation.

Application de l'article 39 de l'Acte Uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement des créances et de voies d'exécution ; des articles 248 et 267, 234, 239,

263 et 264 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit commercial général ; de l'article 1184 alinéa 2 du Code civil

ARRET N°06 DU 14 MARS 2011-Opposition à injonction de payer-Société en création.

Application des articles 8 et 10 de l'Acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution ; de l'article 110 de l'Acte uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE

ARRET N°11 DU 11 AVRIL 2011-Opposition à injonction de payer. Application des articles 1, 2, 9 et suivants de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution ; de l'article 93 de la loi 022-92 du 20 août 1992 portant organisation du pouvoir judiciaire en République du Congo

ARRET N°032 DU 22 AVRIL 2011-Requête spéciale aux fins de défense à exécution d'une injonction de payer-Application des articles 1, 2, 9 et suivants de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution ; de l'article 93 de la loi 022-92 du 20 août 1992 portant organisation du pouvoir judiciaire en République du Congo

ARRÊT N°046 DU 19 MAI 2011

Bail commercial – Expulsion du locataire –Application des articles 1, 2, 9 et suivants de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution ; de l'article 78 de l'Acte uniforme sur le droit commercial général ; de l'article 93 de la loi 022-92 du 20 août 1992 portant organisation du pouvoir judiciaire en République du Congo

ARRET N°018 DU 04 FEVRIER 2012 – Saisie conservatoire- Application des articles 10 et 12 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et de voies d'exécution

ARRET N°21 DU 26 DECEMBRE 2011 – Bail commercial. Qualité d'associé - Application des articles 37, 41, 243, 244, 326 alinéa 2, 328, 329 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ; des articles 57, 59 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière

ARRET N°1 DU 16 JANVIER 2012 – Location-gérance – Application des articles 1134, 1147 et 1153 du Code Civil

ARRÊT N°007 DU 19 JANVIER 2012 – Absence de qualité, capacité et intérêt à agir. Application des articles 5, 216 et 481 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (CPCCAF)

ARRET N°019 DU 26 DECEMBRE 2011 – Opposition à injonction de payer – Application des Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et des voies d'exécution

ARRÊT N°025 DU 1^{er} MARS 2012- Défense à exécution provisoire - Application des articles 66, 67 et 195 du Code procédure civile, commerciale, administrative et financière

ARRÊT N°237/07 DU 19 MARS 2012 - Défense à exécution provisoire - Application de l'article 195 du Code procédure civile, commerciale, administrative et financière

ARRET N°1 DU 19 MARS 2012 - Opposition à injonction de payer -Application de l'article 52 du Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative et financière

ARRÊT N°031 DU 31 MAI 2012 – Exécution provisoire – Application des articles 57 et 58 du Code de procédure civile, commerciale, administrative et financière

ARRET N°8 DU 30 JUILLET 2012 –Exécution provisoire– Application de l'article 39 de l'Acte Uniforme sur les procédures de recouvrement de créances et de voies d'exécution

ARRET N°13 DU 19 NOVEMBRE 2012 - Exécution provisoire – Application des articles 5 et 481 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière

ARRET N°024 DU 21 MARS 2013 – Défense à exécution provisoire – Application de l'article 57 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière

ARRET N°18 DU 13 MAI 2013 – Liquidation des biens-Faillite personnelle– Application des articles 28 alinéas 1 et 2, 196, 221 et 223 de l’Acte Uniforme portant organisation des procédures collectives d’apurement du passif

ARRET N°19 DU 13 MAI 2013 – Liquidation des biens – Faillite personnelle –Application de l’article 96 de l’Acte Uniforme portant organisation des procédures collectives d’apurement du passif

ARRET N°21 DU 08 JUILLET 2013 – Inexécution du contrat-Allocation de dommages-intérêts

Application des articles 237 et 249 ancien de l’Acte uniforme relatif au droit commercial général.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°15 (janv.-fév.-mars 2014)

Editorial : « *Build Africa !* »,

Par Mme Inès FEVILIYE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l’Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue*

I. La compétence des tribunaux en République du Congo, libres propos sur certaines dispositions du Code de procédure civile, par Jean René GOMEZ, Docteur en droit privé, Maître Assistant à la Faculté de droit de l’Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo

II. La poursuite des infractions pénales OHADA devant les juridictions d’instance camerounaises: où est passé le ministère public?, par M. Jean Bedel TCHOUAMBIA TOM TOM, Docteur/Ph.D. en droit privé de l’Université de Dschang, Assistant à la FSJP de l’Université de Douala

III. L’ineffectivité de la réglementation de la dot en droit de la famille congolais, par M. Stani ONDZE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la faculté de droit de l’Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo

INFOS OHADA- Compte-rendu de la réunion du Conseil des Ministres de l’OHADA / Ouagadougou (Burkina Faso), 30 et 31 janvier 2014

REVUE CONGOLAISE DE DROIT ET DES AFFAIRES N°16 (avril-mai-juin 2014)

EDITORIAL : « *Réformer, encore et toujours* »,

Par Inès FEVILIYE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l’Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue*

ARTICLES

I. Les enseignements du rapport Doing Business 2014 intitulé « Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises », par Inès FEVILIYE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la faculté de droit de l’Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue Congolaise de droit et des affaires*

II. Les créanciers saisissants à l’épreuve de la saisie des créances sur les banques dans la zone CEMAC, par Guy Roland TAHOLIEN, Cadre supérieur de Banque, Directeur des affaires juridiques de la Banque commerciale internationale (BCI), Brazzaville, Congo

III. Le statut commercial de la femme dans l’espace OHADA, par Christian BENDO, Docteur en Droit privé et sciences criminelles, Vacataire à la faculté de droit de l’Université d’Auvergne, Clermont-Ferrand, France.

Jurisprudence

Cour Suprême du Congo (Brazzaville), Chambre pénale, Arrêt n° 08/GCS-2006 du 14 juillet 2006, AFFAIRE: Ministère Public et ayants droits de feu Angelo REDAELLI Contre EKA Guy Roger, note Stani ONDZE, Docteur en droit, enseignant-chercheur à l’Université Marien Ngouabi

REVUE CONGOLAISE DE DROIT ET DES AFFAIRES N°17 (juillet-août-septembre 2014)

Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire (Congo) 2011-2014

SOMMAIRE

ARRET N°040 DU 19 AVRIL 2011

Rupture du Contrat de bail – Exécution forcée -Violation de l'article 32 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (non) – Violation des articles 58 et 59 du code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière (non)

ARRÊT N°78 DU 02 NOVEMBRE 2011

Dépôt-Conservation de matériel – Défense à exécution provisoire du jugement attaqué – Arrêt avant dire droit

ARRET N°106 DU 17 AVRIL 2012

Contrat d'assurance-Exécution provisoire du jugement attaqué –Qualité d'appelant (oui) – Violation de l'article 86 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (non)

ARRET N°120 DU 18 JUILLET 2012

Contrat de mandat – Violation de l'article 142 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (oui)

ARRET N°129 DU 14 SEPTEMBRE 2012

Cause illicite du contrat – Trafic d'influence – Violation de l'article 178 du code pénal (non)

ARRET N°125 DU 19 OCTOBRE 2012

Contrat de bail – Demande de séquestre des loyers – Violation de l'article 1961 du code civil (non) – Violation des articles 57-1 et 58-1 du code du domaine public (non)

ARRÊT N°026 DU 30 OCTOBRE 2012

Jugement avant dire droit – Recevabilité de l'appel (non)

ARRET N°134 DU 30 OCTOBRE 2012

Sous location – Résiliation du bail– Violation de l'article 101 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit commercial général (oui)

ARRET N°137 DU 30 OCTOBRE 2012

Succursale. Violation des articles 119 et 120 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (non) – Violation de l'article 481 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (non) –Violation des articles 1er et 2 de l'Acte uniforme OHADA portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (oui)

ARRET N°147 DU 13 NOVEMBRE 2012

Contrat de bail – Créance contestée (oui) Violation de l'article 58 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (oui)

ARRÊT N°022 DU 05 DECEMBRE 2012

Audience sociale. Contrat de travail – Demande de réintégration – Violation de l'article 42, alinéa 1er du code de travail (oui)

ARRET N°001 DU 12 FEVRIER 2013

Exécution forcée - Violation de l'article 32 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement de créances et des voies d'exécution

ARRÊT N°005 DU 19 FEVRIER 2013

Contrat de société – Retrait d'un associé – Restitution de matériels apportés - Violation de l'articles 132, 133 et 134 du Code procédure civile, commerciale, administrative et financière (non)

ARRÊT N°007 DU 19 FEVRIER 2013

Contrat de gardiennage – Délai de préavis respecté (non)

ARRÊT N°009 DU 26 FEVRIER 2013

Contrat de société – Mécontentement entre associés – Déni de la qualité d'associé - Application de l'article 150 du Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative et financière – Enquête ordonnée.

ARRÊT N°008 DU 26 FEVRIER 2013

Exécution provisoire du jugement attaqué – Violation de l'article 58 du Code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (non)

ARRÊT N°012 DU 02 AVRIL 2013

Cause illicite du contrat – Trafic d'influence – Violation de l'article 178 du code pénal (non) – Violation des articles 1131 et 1133 du code civil (non).

ARRÊT N°011 DU 02 AVRIL 2013

Encaissement frauduleux de chèques barrés – Application de l'article 53 alinéa 1 du Règlement n°002/03/CEMAC/UMAC/CM du 4 avril 2003 relatif aux moyens et incidents de paiement - Violation de l'article 200 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière (oui).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n° 18 - N° Spécial Légistique (octobre-novembre-décembre 2014)

« La légistique ou l'art d'élaborer la norme juridique » par M. Guy-Auguste LIKILLIMBA, Maître de conférences HDR de l'Université Rennes 1, Avocat au Barreau de Paris (France).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n° 19 (janvier-février-mars 2015)

Editorial : « *La recherche en droit* », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue*

Articles

I. Le statut de l'entrepreneur en République du Congo, par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue Congolaise de droit et des affaires*

II. La nouvelle définition du commerçant dans l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatif au droit commercial général au regard de la théorie juridique de l'acte de commerce, par A Desmonds EYANGO DJOMBI, Enseignant à la Faculté des sciences juridiques et politiques de Douala, Cameroun

III. La responsabilité de l'établissement de crédit tiers saisi en matière de saisie attribution, par W. Justin ILBOUDO, Consultant, Abidjan, Côte d'Ivoire

Focus

Le rapport Doing Business 2015, par Inès FÉVILYÉ, Enseignant-chercheur à la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Consultante, Directrice de la *Revue Congolaise de droit et des affaires*

Chronique : Revue des thèses, des ouvrages et des revues

Bibliographie, par Guy-Auguste LIKILLIMBA, Maître de conférences HDR à l'Université Rennes 1 (France), Avocat au Barreau de Paris.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n° 20 (avril-mai-juin 2015)

EDITORIAL : « Le casse-tête constitutionnel »,

Par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la *Revue Congolaise de droit et des affaires*

ARTICLES

- Le mode de désignation des membres des Conseils constitutionnels : un enjeu électoraliste dans les Etats d'Afrique Noire à l'ère du pluralisme politique ?, par Amadou N'CHOUAT Docteur en Droit, Chargé de cours à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé II – Cameroun

- L'information légale dans le droit OHADA, entre transparence et secret des affaires, par Hélène LABITEY, Enseignant Chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal)

- Le Traitement des incidents des moyens de paiement au regard du droit de la C.E.M.A.C, par Maître Rock Dieudonné LANDZE MBERE, Huissier de Justice, Commissaire-priseur (Congo-Brazzaville)

CHRONIQUE : REVUE DES THESES, DES OUVRAGES ET DES REVUES

Références bibliographiques, par Guy-Auguste LIKILLIMBA, Maître de conférences HDR à l'Université Rennes 1 (France), Avocat au Barreau de Paris

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°21 (juillet-août-septembre 2015)

Editorial : « réformes en OHADA », par Inès FEVILIYE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

Les innovations en matière d'état civil et d'état des personnes physiques au Cameroun, par Cyrille MONKAM, Assistant, Département de droit, Faculté des sciences sociales et de management, Université de Buea

- La protection du débiteur dans la saisie-vente en droit OHADA, par Zakari NJUTAPVOUI, Assistant à la FSJP de l'Université de Douala

- Réflexions sur l'égalité des chances dans l'ordre de paiement des créanciers en droit OHADA, par Christian TECHIOTSOP, Juriste d'affaires, Université de Dschang, Cameroun, Ecole doctorale, Chargé du recouvrement des créances du Crédit communautaire d'Afrique

FOCUS : Adoption de l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif du 10 septembre 2015.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°22 (octobre-novembre-décembre 2015)

EDITORIAL : « La pratique du droit OHADA », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

ARTICLES

- Regard sur les innovations introduites par la réforme du 10 septembre 2015 dans les procédures collectives de l'OHADA, par Adam Ramsès AKONO, Assistant à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Ngaoundéré, Cameroun

- La protection des créanciers du vendeur du fonds de commerce dans l'espace OHADA, par BELLO Amina BALLA KALTO, Enseignante-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ) de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (UAM), Niger, Directrice de la Législation et du Contentieux au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESR/I)

- Réflexions sur l'administration provisoire dans l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, par Guy Armel TAMKAM SILATCHOM, Docteur en droit des affaires, Assistant à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Douala, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°23 (janvier-février-mars 2016)

Editorial : «L'éthique et le droit », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles :

- Focus sur la législation américaine en matière de lutte contre l'évasion fiscale : Le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), par Guy Roland TAHOLIEN, Cadre supérieur de Banque, Diplômé de Sciences po Paris, Brazzaville, Congo
- La sanction des fautes de gestion des dirigeants de sociétés d'Etat au Cameroun soumises au droit OHADA, par Rose DJILA, Chargée de cours à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang, Cameroun
- Le régime d'édition des actes communautaires par les organes ministériels de la CEMAC, par Arsène Landry NGUENA DJOUFACK, Assistant au Département de Droit Public, Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang, Cameroun
- La réparation des dommages causés aux détenteurs des droits fonciers du fait des exploitations minières, par Jules GOUDEM, Chargé de cours, Université de Yaoundé II (Cameroun)
- Les mesures fiscales de la loi de finances 2016 du Congo-Brazzaville, par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°24 (avril-mai-juin 2016)

Éditorial : «Le droit confronté à la réalité»

Par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

- Le retard dans la livraison des marchandises par le vendeur en droit OHADA de la vente commerciale, par Emmanuel TSAGMO TAMEKO, Doctorant en Droit Privé, Université de Dschang, Cameroun
- Le formalisme informatif dans les contrats de consommation, par Denis-Thérèse BOMBA, Chargé de Cours, Université de Ngaoundéré, Cameroun
- La substitution de la décision rendue sur opposition à injonction de payer et son application par les juridictions nationales, en droit OHADA, par ARMEL IBONO Ulrich, Magistrat, Juge au Tribunal de Grande Instance d'Owando, République du Congo

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°25 (juillet-août-septembre 2016)

Éditorial : «L'après-réglementation», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles : -Particularismes du contrat de fourniture de communication mobile : cas du Niger, par BELLO Amina BALLA KALTO, Assistante à la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ) de l'Université Abdou Moumouni (UAM) de Niamey (-Niger)

Les membres de la société coopérative en droit OHADA, par Éric Aristide MOHO FOPA, Docteur en droit, Assistant à la Faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Dschang (Cameroun)

L'information des associés, une exigence fondamentale du droit des sociétés OHADA, par Marcel TSOPBEING, Assistant à la Faculté des sciences juridiques et politiques de Yaoundé II

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°26 (octobre-novembre-décembre 2016)

Éditorial : «La lancinante question de l'effectivité des textes juridiques »

Par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

- Le pluralisme des institutions de gestion de la sécurité sociale congolaise : de l'égalité de traitement à l'équité sociale, par Stani ONDZE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo

- De la nécessité de l'effectivité des tribunaux de commerce en République démocratique du Congo, par Maître Jeremy-Walter BULASHE NTAGALANDA, Docteur en droit des affaires, Enseignant-chercheur à l'Université de Bukavu, République démocratique du Congo

- Les décisions du tribunal militaire permanent de la République Centrafricaine et leurs difficultés d'exécution, par Charles LASSERRE YAKITE, Chercheur en droits de l'homme, Enseignant à l'Université de Bangui, Faculté des sciences juridiques et politiques, Centrafrique

- Le nouveau code des hydrocarbures de la République du Congo, par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°27 (janvier-février-mars 2017)

Éditorial : «Faire évoluer le droit», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

- Le rôle du juge civil dans la lutte contre la contrefaçon de la marque dans les Etats membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), par Eric MONTCHO AGBASSA, Enseignant à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

- L'histoire abrégée du droit du travail congolais, par Stany ONDZE, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville (Congo)

- Les nouvelles règles relatives aux prix de transfert en République du Congo (Loi n°33-2016 du 31 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017), par Inès FÉVILYÉ, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°28 (avril-mai-juin 2017)

Éditorial : «Ce climat des affaires » par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignante-chercheuse à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

Plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement des affaires dans les pays africains membres de l'OHADA, par Charles NZAMBA, Juriste en droit privé et droit des affaires, Entrepreneur
Doing business: à quand le printemps des affaires au Congo-Brazzaville ? Par Yann OGNIMBA, Responsable Juridique, Fiscal et Assurances de Société Générale Congo

Commentaire du décret n°2017-41 du 28 mars 2017 portant forme des statuts et constitution du capital de la société à responsabilité limitée en République du Congo, par Inès FÉVILYÉ, Enseignante-chercheuse à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville (Congo), Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

L'information des salariés en droit des entreprises en difficulté de l'espace OHADA : réflexions critiques à l'aune du droit français, par Wilfried BEKONO NKOA, Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun)

La protection des escomptes de marchés publics par le droit OHADA, par Christian TECHIOTSOP, Juriste au Service du recouvrement des créances du Crédit Communautaire d'Afrique, Université de Dschang (Cameroun).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°29 (juillet-août-septembre 2017)

EDITORIAL : « Réformes ! », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

Les contrats de désendettement et de développement : esquisse de classification juridique, par Stève Thiéry BILOUNGA, Docteur en droit public, Chargé de cours FSJP, Université de Ngaoundéré, Cameroun

L'harmonisation fiscale en Afrique : mythe ou réalité, par Idrissa NDIAYE, Professeur des universités, Dakar, Sénégal

Le contentieux de l'immatriculation du commerçant au registre du commerce et du crédit mobilier en droit OHADA, par Irène Flore Kamnang Komguep, Assistante à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°30 (octobre-novembre-décembre 2017)

Editorial : « Du nouveau en OHADA ! », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

ARTICLES

Commentaire de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) du 23 novembre 2017 relatif à la médiation, par Inès FEVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Congo, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

- Acte uniforme de l'OHADA du 23 novembre 2017 relatif à la médiation (texte intégral)

- Pour un droit de la concurrence dans l'espace de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par Christian TECHIOTSOP, Juriste d'affaires, Université de Dschang, Cameroun, Chargé du recouvrement des créances au Crédit Communautaire d'Afrique

- Personnes morales et responsabilité pénale en droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par Firmine MAKOUGOUM FAHA, Chargée de cours, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°31 (janvier-février-mars 2018)

Sommaire

Editorial : « De l'application des principes », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

- Richesse et fécondité d'un principe fondamental de la justice pénale : le secret de la phase préparatoire du procès, par François EDIMO, Docteur en droit privé et sciences criminelles, Chargé de cours à l'Université de Douala, Cameroun

- La gestion des actifs de propriété intellectuelle dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche des pays membres de l'espace de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) : le cas du Cameroun, par Gislain Gregory TSASSE SAHA, Docteur en droit privé, Chargé de cours à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II, Cameroun

- De la contribution aux pertes sociales dans les sociétés commerciales de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par Jean-Marcel ESSI BIDJA, Assistant à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°32 (avril-mai-juin 2018)

Editorial: «Le rôle du juge», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

Articles

- « L'office du juge civil », communication, par J.-P. GRIDEL, Conseiller à la Cour de cassation, France

- La fonction de juger, un privilège et une charge immense, par Ledon GANTSIO OBIGNAM, Magistrat, République du Congo

- Aperçu de la révision du droit de l'arbitrage de l'OHADA, par Koffi Drissa ADAMA, Doctorant en droit privé, UFR des sciences juridiques, administratives et de gestion de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké, Côte d'Ivoire

- Texte intégral de l'Acte uniforme révisé de l'OHADA relatif au droit de l'arbitrage du 23 novembre 2017.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°33 (juillet-août-septembre 2018)

EDITORIAL:« Les innovations légales», par Inès FÉVILYÉ, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

ARTICLES

•La responsabilité pénale des personnes morales en droit congolais, par Stelphin MOUSSOUNDA MOUTOUNOU, magistrat au tribunal de grande instance de Brazzaville, Congo

•Les droits du locataire à la fin du bail à usage professionnel en droit OHADA, par Marc Cédric ALIKO, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Tanger, Maroc

•La révision du loyer dans le bail à usage professionnel et à usage d'habitation : l'essentiel à savoir, par Paul Koffi GOLI, Expert fiscaliste, Pointe-Noire, Congo

•La liberté contractuelle dans l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE), par Félix FANOU, Enseignant-Chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°34 (octobre-novembre-décembre 2018)

Editorial : «L'évolution du droit de l'OHADA», par Inès FÉVILYÉ, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires

ARTICLES

•L'immunité d'exécution des entreprises publiques dans l'espace OHADA: commentaire de l'arrêt de la CCJA du 26 avril 2018, Mbulu Museso c/ Société des Grands Hôtels du Congo, par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo

Arrêt n° 103/2018 de la CCJA du 26 avril 2018, Mbulu Museso c/ Société des Grands Hôtels du Congo

•L'intervention du notaire en droit des sociétés de l'OHADA, par LMAMI dit Fa DIAWARA, Doctorant en droit des affaires, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

• L'indépendance du commissaire aux comptes au regard du droit de l'OHADA, par Didier TAKAFO-KENFACK, Docteur en droit des Universités de Poitiers, France, et de Dschang, Assistant à l'Université de Bamenda, Cameroun

• L'entrepreneur de l'OHADA : la consécration d'un professionnel irresponsable ? Par Aristide Bi Djè VANIE, Doctorant, Université Alassane OUATTARA de Bouaké, Côte d'Ivoire.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°35 (janvier-février-mars 2019)

EDITORIAL : « Le besoin de sécurité juridique », par Inès FÉVILYÉ, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires
ARTICLES

- La formalisation de l'informel : des systèmes financiers décentralisés à l'entrepreneur, par Mohamadou BOYE, Maître-Assistant associé, Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal
- Le devoir d'alerte du commissaire aux comptes dans les sociétés commerciales dans l'espace de l'OHADA, par Priscille Grâce DJESSI DJEMBA, Assistante à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Douala, Cameroun
- La protection de l'affactureur contre le risque de crédit au Cameroun, par Patrick Ledoux FOTUE KENGNE, Docteur en droit privé, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°36 (avril-mai-juin 2019)

EDITORIAL : « Améliorer l'accès au droit », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo
ARTICLES

- L'arbitrage dans le Code de la Conférence interafricaine des assurances (CIMA), par Koffi Drissa Adama, Docteur en droit privé
- Les atteintes aux biens publics affectés à une exploitation commerciale : chassé-croisé de la répression dans l'espace de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par Nadine Josiane BAKAM TITGOUM DJEYA, Chargée de cours à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Douala, Cameroun
- L'amélioration de l'accès des justiciables à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par André NGUEGHO, Docteur en droit privé, Université de Dschang, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°37 (juillet-août-septembre 2019)

EDITORIAL : « L'office du juge », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo
ARTICLES

- Le médiateur et le juge judiciaire à l'aune de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatif à la médiation, par Eric MONTCHO AGBASSA, Agrégé des Facultés de droit/Université d'Abomey-Calavi, Bénin, et Gypsie HINVI, Doctorante en droit privé, Universités d'Abomey-Calavi-Paris1-Panthéon-Sorbonne, France
- Les apories juridiques du code congolais de la famille : à propos du pré-mariage, par Charles NZAMBA, Juriste en droit privé, Congo-Brazzaville
- La place du juge dans le nouveau droit camerounais des marchés publics, par Jacques BIPELE KEMFOUEDIO, Docteur/Ph.D, Chargé de Cours de Droit public, Habilité à Diriger des Recherches, Université de Dschang, Cameroun.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°38 (octobre-novembre-décembre 2019)

EDITORIAL : « Droit applicable et investissements », par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo
ARTICLES

- L'application du nouveau droit français des obligations aux contrats d'investissement conclus en Afrique francophone, par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville
- La réforme des modes alternatifs de règlement des différends en droit OHADA : ombres et lumières, par Nadine Josiane BAKAM TITGOUM, Ph.D, Chargée de cours à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Douala, Cameroun
- L'importance de l'arbitrage dans la vie des affaires, par Corneille Moukala Moukoko, Délégué général du Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (CEMACO-Brazzaville).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°39 (janvier-février-mars 2020)

EDITORIAL : «L'efficacité du droit», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo

ARTICLES

- Les sûretés à l'épreuve de la réforme des procédures collectives de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) du 10 septembre 2015, par Akono Adam Ramsès, Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Ngaoundéré, Cameroun
- Le système camerounais de la liberté de commerce entre l'interne et le communautaire, par Christian TECHIOTSOP, Docteur en droit des affaires, Université de Dschang, Cameroun, Responsable du recouvrement des créances au Crédit Communautaire d'Afrique, Douala, Cameroun
- L'utilisation des informations financières des entités économiques : entre transparence et secret des affaires, par Me Emery SANGO KABONGA, Chercheur en droit des affaires à l'Université de Lubumbashi, République démocratique du Congo, Défenseur Judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi et Me Eric KABEYA MUKENDI, Assistant à la faculté de droit de l'Université de Lubumbashi.

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°40 (avril-mai-juin 2020)

EDITORIAL : «*L'utilité du droit*», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo

- Le législateur camerounais et les objectifs du droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), par **Salifou MOUHOUAIN**, Assistant de cours, Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II, Cameroun
- La contribution des techniques juridiques dans la consolidation de l'intégration économique dans les zones de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), par **Jacques BIPELE KEMFOUEDIO**, Chargé de cours, Habilité à diriger des recherches (HDR) en droit public, Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang, Cameroun
- La violation du droit à un environnement sain dans la mise en oeuvre des contrats miniers : responsabilité des Etats africains et réparation du préjudice subi, par **Nature de Destin Andosmoui**, Doctorant en droit à l'Université de Montréal, LL. D., Associate Fellow au Centre de Droit International de Développement Durable (CDIDD/CISDL), Membre Etudiant Associé du Centre Interdisciplinaire de Recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM).

Revue Congolaise de droit et des affaires, n°41 (juillet-août-septembre 2020)

EDITORIAL : «*Assurer le droit à tous : requalifier le secteur informel*», par Inès FÉVILYÉ, Docteur en droit, Enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Directrice

de la Revue Congolaise de droit et des affaires, Membre de la Commission nationale OHADA du Congo

- Flexibilité du droit du travail et protection du salarié dans le nouveau droit béninois du travail, par **Codjo Bienvenu LASSEHIN**, Assistant à la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Abomey-Calavi-Bénin
- Le droit à la sécurité sociale en droit social ivoirien à l'aune de la convention 102 de l'Organisation internationale du travail (OIT), par **DEMBELE Nbedjomon Massa**, Doctorant, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire
- Les règles de Rotterdam et la recherche d'une convention au transport multimodal international des marchandises, par **Eulalie MAZIGUI NGOUE-NZAMEYO**, Chargée de Cours à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé II-Cameroun

